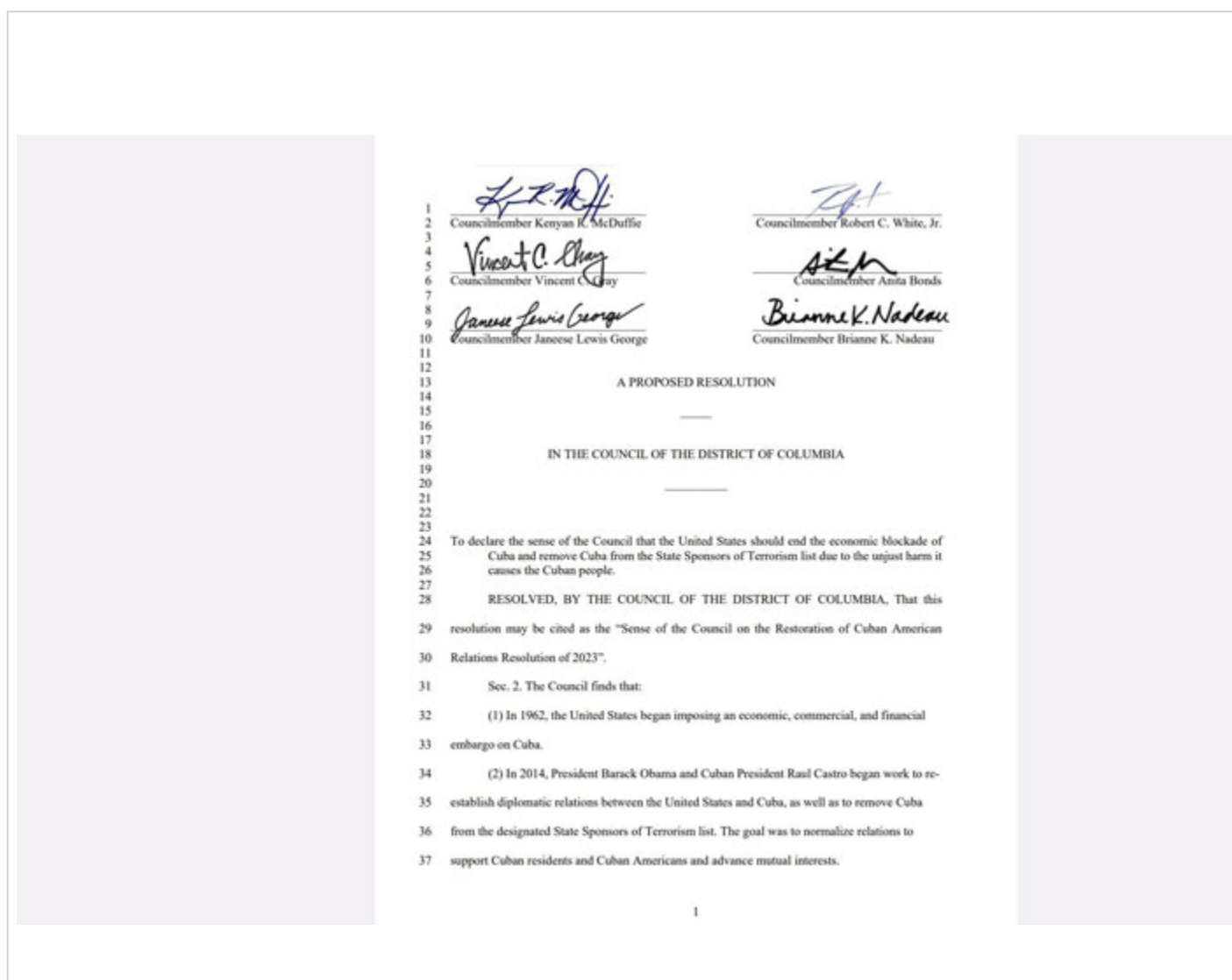


Le Conseil de la capitale des États-Unis propose une résolution contre le blocus de Cuba



Washington, 21 février (RHC) Le conseil municipal de la capitale des États-Unis a proposé une résolution demandant la levée du blocus de Cuba, une politique de longue date qui cause aujourd'hui un préjudice injustifié à la population de l'île.

L'organe législatif unicaméral du District de Columbia demande également le retrait du pays caribéen de la liste des États soutenant le terrorisme.

La résolution "Sense of the Council on the Restoration of Cuban-American Relations in 2023" ("Sens du Conseil pour le rétablissement des relations cubano-américaines en 2023" rappelle que depuis 1962, les États-Unis ont imposé le blocus économique, commercial et financier à Cuba.

Mais dans la dernière étape de l'administration de Barack Obama (2009-2017), des efforts ont été faits pour rétablir les liens entre les deux pays dans le but de normaliser les relations et de promouvoir les intérêts mutuels.

Cependant, avec l'arrivée de l'administration de Donald Trump (2017-2021), 243 nouvelles sanctions ont ensuite été adoptées, "y compris des restrictions sur les Cubains-Américains qui envoient des fonds à leurs familles et à leurs entreprises à Cuba", souligne la résolution.

La résolution a souligné que Trump, vers la fin de son mandat en janvier 2021, "a replacé Cuba sur la liste des États qui parrainent le terrorisme".

Elle a noté que sous l'administration actuelle de Joe Biden, certaines restrictions de voyage ont été partiellement levées, "mais de nombreuses limitations demeurent".

"Un exemple des dommages que l'embargo (blocus) a causés à Cuba est la pénurie d'équipements médicaux vitaux, et l'aide humanitaire après des événements catastrophiques, tels que les ouragans, est souvent entravée par ces politiques néfastes", note la résolution.

Les États-Unis ont le pouvoir d'améliorer de tels défis en levant la menace de sanctions sur des tiers, ce qui est une preuve de l'extraterritorialité du blocus, comme Cuba l'a dénoncé à plusieurs reprises.

Dans le même temps, Cuba n'a pas non plus accès à de nombreux services technologiques, certaines applications pour smartphones, certains réseaux et services en ligne étant inaccessibles depuis l'île, a-t-il noté.

Jusqu'à présent, l'Assemblée générale des Nations unies a voté 30 fois pour condamner le blocus. La dernière fois, seuls les États-Unis et Israël ont voté contre la résolution, ce qui contraste fortement avec les 185 pays qui étaient en faveur, a-t-il précisé.

Aux États-Unis, les conseils municipaux, les assemblées législatives des États, les commissions scolaires, les conseils du travail, les syndicats et d'autres organisations ont adopté environ 67 résolutions demandant instamment la fin du siège unilatéral, indique le document.

Ces prises de position appellent également à encourager la coopération scientifique et à faire pression sur le gouvernement fédéral pour qu'il retire Cuba de la liste des États qui parrainent le terrorisme.

"Le pouvoir appartient au président Biden de retirer Cuba de la liste et de commencer à normaliser les relations entre nos pays", souligne le document.

"Le pouvoir appartient au président Biden de retirer Cuba de la liste et de commencer à normaliser les relations entre nos pays", a-t-il souligné.

En ce sens, le Conseil a estimé que Biden et le Congrès "doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre fin à tous les aspects du blocus imposé à Cuba par les États-Unis" et le retirer "de la liste des États commanditaires du terrorisme en raison du préjudice injuste qu'il cause au peuple cubain".

(Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/314443-le-conseil-de-la-capitale-des-etats-unis-propose-une-resolution-contre-le-blocus-de-cuba>



Radio Habana Cuba